

# Un plan d'espoir pour la Grèce

Jean-Jacques Rosa

19 juin 2015

Aucune solution du problème grec n'est possible aussi longtemps que la discussion reste confinée dans le cadre trop étroit d'une confrontation restrictive entre l'injonction des créanciers : " réformer (c'est-à-dire réduire les dépenses publiques) pour obtenir des liquidités", et la réponse : "l'allégement de la dette d'abord" que leur adresse le gouvernement grec qui, non sans raison, exige de "choisir lui-même ses propres coupes budgétaires".

En réalité un retour à la croissance de l'économie grecque reste possible mais il passe en priorité par une indispensable sortie de l'euro, qui, à son tour, ne peut réussir que dans la mesure où elle est conçue dans un esprit de solidarité européenne. Cette coopération est impérative à la fois pour redonner espoir à la société grecque et pour rassurer les autres membres de l'Union Européenne qui ne souhaitent pas supporter le fardeau d'une « société de transfert » à fonds perdus et à perpétuité, mais veulent néanmoins préserver l'union politique du continent. C'est pourquoi les dirigeants européens doivent offrir à la Grèce un plan Marshall moderne, qui doit constituer un élément essentiel d'une stratégie de sortie maîtrisée de la Grèce hors de la zone euro.

Malgré les défauts partiels sur les dettes extérieures de 2012, l'économie grecque continue de s'enfoncer dans une dépression et une déflation sans espoir. L'endettement actuel de près de 180% du PIB, et qui va encore s'accroître, n'est tout simplement pas soutenable. En effet, les coupes budgétaires supplémentaires exigées par le cartel des créanciers vont aggraver la dépression, tandis que les liquidités supplémentaires qu'ils font miroiter, si elles devaient être fournies, alourdiraient encore le ratio dette / revenu, ce qui aurait pour effet d'intensifier le cercle vicieux de dette-déflation, comme dans les années 1930.

La cause fondamentale du problème est qu'une petite économie, par nécessité très ouverte sur l'extérieur, peut très facilement être coulée par un taux de change inadapté. Or depuis l'entrée dans la zone euro en 2001, la divergence massive de coûts entre la Grèce et ses principaux partenaires, qui sont tous membres de la zone, a abouti à l'équivalent d'une réévaluation massive du taux de change, au détriment de la compétitivité grecque dans tous les domaines. Les produits grecs (y compris le tourisme et l'affrètement maritime) sont maintenant hors de prix pour les acheteurs étrangers tandis que les importations grecques sont désormais moins coûteuses face aux produits locaux, détruisant ainsi la production grecque destinée au marché intérieur. Réduire ce handicap délétère supposerait de poursuivre pendant plusieurs années encore la déflation des prix et des salaires, aggravant ainsi la dépression au prix d'un appauvrissement croissant de la population. C'est politiquement et humainement impossible.

La solution d'urgence est évidente : elle consiste à dévaluer une nouvelle monnaie grecque vis-à-vis des partenaires de la zone euro et à compléter cette mesure par un allègement radical de la dette. C'est le remède classique, orthodoxe, et bien connu de ce genre de déséquilibre en économie internationale. Mais cette stratégie est repoussée par le cartel des créanciers et les autorités de «l'Europe institutionnelle" de peur de l'effet de contagion que ce « Grexit » produirait sur les autres économies du Sud en difficulté, et qui conduirait à un « détricotage » ultérieur de l'euro. Le gouvernement grec, de son côté, craint d'avoir à renier sa promesse électorale de maintenir le pays dans la zone euro, et il redoute, de plus, de perdre l'accès aux financements internationaux venant aujourd'hui principalement des autres gouvernements européens, de sorte qu'un retour à la Drachme entraînerait, dans le court terme, une récession économique aggravée et davantage de faillites avant que l'économie puisse bénéficier de sa nouvelle compétitivité des coûts et revenir à la croissance.

En outre, une sortie conflictuelle, une «guerre de sécession", affaiblirait l'Union Européenne elle-même à un moment de grandes incertitudes politiques et stratégiques qui se manifestent tant au Moyen-Orient qu'en Europe centrale.

L'aspect positif du problème, cependant, est que son ordre de grandeur est faible. Le PIB de la Grèce ne représente que 2% environ du PIB de l'UE, et sa dette globale ne peut représenter au plus que 4% du PIB de l'ensemble de l'UE. Aussi, aider l'économie grecque à renouer avec la croissance et retrouver l'espoir ne représente qu'une tâche relativement mineure par rapport, par exemple, à ce qu'était le problème européen qui se posait en 1945. La réforme monétaire drastique et le plan Marshall ont aidé l'Allemagne dévastée par la guerre à reconstruire son économie et retrouver une croissance brillante, politique de clairvoyance que M. Schäuble et Mme Merkel doivent se rappeler et méditer. La raison et la générosité qui ont alors prévalu devraient également prévaloir aujourd'hui.

En réalité, toutes les parties en présence bénéficieraient de la stratégie suivante: (1) mettre en œuvre un Grexit - un retour à la Drachme avec une parité radicalement abaissée par rapport à l'euro –(2) tout en allégeant massivement la dette grecque (de 50% ou plus), et (3) en fournissant la garantie à Athènes du maintien d'un accès aux financements internationaux à très faible taux d'intérêt (auprès des autres gouvernements eux-mêmes et de la BCE) au cours d'une période de transition, disons de cinq ans. Ce serait au cours de cette période que les réformes structurelles et la consolidation budgétaire pourraient alors intervenir, en accompagnement et au rythme du retour à des taux de croissance positifs, et pas avant.

Les créanciers d'Europe du Nord pourraient ainsi écarter la perspective d'avoir à soutenir la Grèce par des transferts non récupérables et pour une durée indéfinie, en échange d'une aide temporaire et d'un montant limité, qui serait réellement de nature à rétablir la capacité de croissance hellénique, telle qu'elle existait, en fait, avant l'entrée fatidique du pays dans la zone euro en 2001.

Une telle stratégie devrait plutôt renforcer l'euro que l'affaiblir. Elle permettrait également de créer un précédent pour la mise au point d'une procédure constitutionnelle normale de

sortie de l'euro, et de fournir ainsi une alternative, indispensable en démocratie, à la prétention irréaliste et absurde d'«irréversibilité» d'appartenance à l'euro qui est à la racine même de l'actuelle guerre de sécession intra-européenne.

Et si un ou plusieurs autres pays devaient ensuite envisager une sortie de l'euro, ce serait pour de bonnes raisons économiques, fondamentalement justifiées, et en toute connaissance de leurs intérêts nationaux, sans créer pour autant une crise politique et financière qui mettrait en péril le reste de l'Union Européenne. La survie de l'euro et le retour de la Grèce à l'espoir, la fin de la guerre civile dans laquelle s'enfonce l'Union, dépendent de la générosité et de l'ampleur de vision des dirigeants européens. A eux maintenant de saisir cette opportunité s'ils en sont encore capables.